

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 9 (1917)
Heft: 3

Artikel: Dans l'Internationale
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383154>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE SYNDICALE

SUISSE

Organe de l'Union suisse des Fédérations syndicales

Abonnement: 3 fr. par an
 Pour l'Etranger: Port en sus
 Abonnem. postal, 2.) cent. en sus

Rédaction: Secrétariat de l'U. S. F. S. Par intérim: G. Heymann
 Téléphone 1808 o o o Kapellenstrasse 6 o o o Compte de chèques N° III1366
 Parait tous les mois

Expédition et administration: o
 Imprim. de l'Union, Berne
 o o o Kapellenstrasse, 6 o o o o

SOMMAIRE:

	Pages		Pages
1. Dans l'Internationale	29	4. Commission syndicale suisse	33
2. La conférence internationale	30	5. Une nouvelle action de secours	34
3. Echos du congrès de Paris	32	6. Dans les fédérations	36

Dans l'Internationale

Après la rupture diplomatique entre les Etats-Unis et l'Allemagne, le syndicaliste américain Gompers télégraphiait de Washington à K. Legien, secrétaire du bureau syndical international, à Berlin, pour qu'il intervienne auprès du gouvernement allemand en vue d'empêcher que la guerre soit déclarée entre les Etats-Unis et l'Allemagne. Voici du reste la traduction exacte de ce télégramme:

« Ne pouvez-vous pas agir sur le gouvernement allemand pour l'amener à éviter une rupture avec les Etats-Unis et pour empêcher ainsi un conflit universel? »

Et la réponse de Legien à l'invitation du leader américain:

« Le parti du travail allemand a, depuis le début de la guerre, dirigé ses efforts en faveur de la paix. Il est opposé à l'extension du conflit. Le refus d'entrer en négociations avec l'Allemagne au sujet de son offre sincère de paix immédiate, la continuation de la guerre cruelle d'affamement dirigée contre nos femmes, nos enfants et nos vieillards, le projet de destruction de l'Allemagne avoué franchement par nos ennemis ont provoqué une aggravation de la guerre. Une intervention de ma part n'a aucune chance de succès auprès du gouvernement, si l'Amérique n'amène pas l'Angleterre à renoncer à cette guerre d'affamement comme étant contraire aux lois internationales. J'en appelle aux travailleurs américains pour qu'ils ne se fassent pas les auxiliaires des fauteurs de la guerre en naviguant dans la zone de guerre et en contribuant par là à l'extension du conflit. L'Internationale ouvrière doit travailler inlassablement pour une paix immédiate.

Karl Legien. »

* * *

Nous croyons volontiers Karl Legien quand il déclare qu'une intervention de sa part auprès du gouvernement n'aurait aucune chance de succès. La guerre est arrivée à un tournant qui ne permet pas de doute sur la possibilité qu'il y a de l'arrêter ou de la modifier par des interventions plus ou moins influentes. Aussi, ne nous viendrait-il pas à l'idée d'adresser un reproche au secrétaire du bureau syndical international de ce qu'il refuse de s'adresser au gouvernement allemand, certain

qu'il est d'un insuccès. Cependant, la réponse de K. Legien contient de telles affirmations qu'on pourrait presque croire qu'elle a été dictée par ce gouvernement auprès duquel on ne veut pas intervenir.

Le parti du travail allemand, dit le télégramme, a, depuis le début de la guerre, dirigé tous ses efforts en faveur de la paix. Cette affirmation nous paraît quelque peu osée. Ces efforts en faveur de la paix n'ont pas été bien grands et ne se sont surtout pas manifestés au moment où la soldatesque allemande violait le territoire de la Belgique, sur les ordres du gouvernement et de l'état-major, au mépris de tous les traités. Et c'est malheureusement en vain que nous avons attendu la protestation des dirigeants socialistes et syndicalistes allemands, contre la déclaration du chancelier Bethmann-Hollweg, considérant les traités comme des « chiffons de papier ». Cette marque indélébile n'est pas sans influence sur le crédit que peuvent avoir les protestations de paix qui nous viennent d'outre-Rhin.

* * *

Mais ce n'est pas depuis le début de la guerre seulement que des efforts devaient être dirigés en faveur de la paix. Il eût été plus pressant et plus sage de faire l'impossible pour conjurer le conflit. Or, les dirigeants du mouvement ouvrier allemand ont-ils réellement fait tous leurs efforts dans ce sens? Nous ne le croyons pas, et notre conviction est faite de l'histoire même de l'Internationale syndicale. Qu'il nous suffise de remonter en 1913 et de citer la proposition que l'*American Federation of Labor* fit parvenir au bureau syndical international, pour être transmise aux Centrales nationales:

« L'*American Federation of Labor* demande à tous les centres nationaux, et en particulier à ceux d'Allemagne et d'Angleterre, de faire dans leurs pays, sur l'opinion publique, sur leurs pouvoirs publics, une active propagande et une forte pression pour aboutir à la limitation des armements. ... »

A cette proposition, le secrétaire du bureau syndical international répond « qu'il serait inconvenant de faire passer une telle proposition par le canal du *Bulletin international*, organe officiel du secrétariat syndical international. »

En présence de cette réponse, l'*American Federation of Labor* adressa alors sa proposition directement aux Centrales nationales. L'Angleterre et la France, pour ne citer que les principaux belligérants, l'acceptent, tandis que l'Allemagne reste muette.

D'autre part, à la veille de la guerre, les 26 et 27 juillet 1914, des délégués de différents pays se rencontrèrent à Bruxelles, à l'occasion du congrès syndical belge. Là encore, quoique la situation de l'Europe était inquiétante, le secrétaire international, K. Legien, refusa de répondre d'une façon précise — certains prétendent même qu'il ne répondit pas du tout — à la question que lui posa le secrétaire de la C. G. T. française et qui se résume comme suit: « Que comptez-vous faire pour éviter la guerre qui se prépare? Etes-vous résolu à faire un mouvement? Nous sommes, pour notre compte, prêts à répondre à votre appel ou à marcher en même temps, si nous en décidons ainsi! » Et dans le discours qu'il prononça à ce congrès, les comptes-rendus ne relèvent aucune allusion à la situation quasi-désespérée de l'Europe. Pour être complet, nous ajouterons que le télégramme de la C. G. T. française, expédié au secrétaire international, à Berlin, le 30 juillet 1914, et dont voici le texte, est resté sans réponse:

LEGIEN, Engel-Ufer 15, Berlin.

Confédération Générale du Travail française résolument contre la guerre, demande prolétariat international intervenir par pression sur gouvernements pour obtenir localisation du conflit.

La paix reste possible, doit triompher, si les travailleurs organisés internationalement restent unis dans même pensée: opposition à toute conflagration.

Cette paix est entre les mains de la classe ouvrière internationale, si elle sait être à la hauteur du péril.

Ici manifestations pacifistes se poursuivent. Nous croyons fermement à la paix, car sommes énergiquement résolus à éviter la guerre.

A bas la guerre! Vive la paix garantie par Internationale ouvrière!

Jouhaux.

Telle fut l'attitude du secrétaire international au moment où il eût été nécessaire de se montrer l'ardent défenseur de la paix. Dès lors, il est compréhensible que nous acceptions sous réserve l'affirmation que le parti du travail allemand — ses dirigeants s'entend — a, depuis le début de la guerre, dirigé ses efforts en faveur de la paix.

* * *

Quant à cette autre affirmation contenue dans le télégramme-réponse à Gompers « J'en appelle aux travailleurs américains pour qu'ils ne se

fassent pas les auxiliaires des fauteurs de la guerre en naviguant dans la zone de guerre... », elle serait déconcertante, si nous ne connaissions pas l'attitude de certains socialistes et syndicalistes allemands depuis 1914. Certes, nous ne sommes pas de ceux qui accusent l'Allemagne d'être seule responsable de la guerre actuelle. Nous nous doutons bien que la diplomatie française, anglaise et italienne n'est pas aussi pure que d'aucuns voudraient le faire croire. Et la Russie, nous connaissons trop les agissements de son gouvernement pour qu'il nous soit possible d'admettre qu'elle aussi lutte pour la justice, le droit et la liberté. Mais, cette situation n'enlève rien des responsabilités de l'Allemagne à qui revient « l'honneur » d'avoir mis le feu aux poudres. C'est vraiment perdre son temps que d'essayer de faire accroire que l'Allemagne a été victime d'une agression et poussée malgré elle dans le conflit européen.

Avec Karl Legien, nous sommes d'avis que l'Internationale doit travailler inlassablement pour une paix immédiate. Mais cette action ne pourra être véritablement efficace que le jour où certaines responsabilités auront été parfaitement établies et l'action de la future Internationale précisée.



La conférence internationale

Les décisions de la conférence nationale des Fédérations syndicales françaises sur les buts de la guerre et sa déclaration de vouloir envoyer une délégation à une conférence syndicale internationale, ont été, pour autant que nous avons pu le juger jusqu'ici, accueillies partout très favorablement.

Le comité fédéral de l'Union suisse des fédérations syndicales n'a pas hésité un seul instant à faire les démarches nécessaires en vue de la convocation d'une telle conférence. Nous aurions préféré ne faire connaître publiquement le succès ou l'insuccès de notre activité, que quand nous aurions pu constater un résultat pratique, mais nous nous voyons dès maintenant obligés de donner quelques éclaircissements sur cette question, des correspondances envoyées à la presse étrangère ayant été des renseignements inexacts permettant de porter un faux jugement sur nos démarches et nos intentions.

Quoique les camarades français aient mis comme condition à leur participation à une conférence que l'invitation à cette assemblée devrait leur parvenir de la Suisse et non du secrétariat international de Berlin, il ne pouvait être question, et nous ne doutons pas que c'est aussi l'opinion des Français, d'envoyer sans autre des invitations à toutes les centrales nationales.